

# **Prix de l'essence** : Macron fait flamber la colère contre la taxe injuste

**U**ne nouvelle fois, la fiscalité et les taxes de consommation deviennent des objets de colère. Le gouvernement « pro-riches » Macron-Philippe aura tout fait pour provoquer une haine de l'impôt, accumulant les provocations et les injustices les plus scandaleuses. C'est ce qui explique l'appel pour le 17 novembre prochain.

Macron-Philippe ont d'abord inauguré leur quinquennat par une formidable liste de cadeaux aux plus fortunés et à ceux qui perçoivent des profits ou dividendes souvent sans payer d'impôts ou en trichant. Ce fut la suppression de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF), puis le prélèvement forfaitaire unique (flat tax) pour les gros revenus qui autrefois payaient plus s'ils gagnaient beaucoup. A cela s'ajoute près de 70 milliards de crédits et de baisses de cotisations pour les entreprises (CICE) qui ne se traduisent pas en créations d'activités et d'emplois, mais alimentent les circuits financiers.

Enfin, on sait maintenant comment les propriétaires capitalistes trichent avec l'impôt, et parfois n'en payent pas du tout. Le Français Total par exemple, vendeur de pétrole et d'essence, ne paie pas d'impôts sur les sociétés grâce à des tricheries aux Bermudes, mais encaisse de gigantesques profits (+ 28% !) selon le cours du pétrole, reparti à la hausse et transmis dans les prix à la pompe.

## **La politique pro-riches est payée par les plus pauvres !**

Pendant ce temps, le gouvernement fait les poches des petits contribuables, avec la hausse de la CSG qui a touché violemment les retraités. Il encaisse des taxes sur l'essence restées inchangées malgré la hausse du pétrole. Or ces taxes et tous les impôts indirects comme la TVA sont les plus injustes qui soient puisqu'ils touchent les plus pauvres au même tarif que les riches.

De plus, les salarié-es, les chômeurs, n'ont pas le choix ! Pour travailler ou chercher du travail, surtout en zone rurale ou en banlieue des villes, il faut prendre une voiture puisque les transports en commune sont trop peu développés. Et rien n'est fait pour faciliter leur utilisation par des tarifs sociaux.

**Les classes populaires payent leurs impôts, subissent l'austérité, la baisse de qualité des services publics (prix SNCF illisibles !), pour financer les largesses octroyées aux actionnaires. Et le gouvernement se félicite ensuite de respecter les règles budgétaires de déficit public !**

**Il faut donc changer radicalement les règles fiscales, récupérer les sommes gigantesques de la fraude aux impôts organisée par les grandes entreprises. Et il faut augmenter les salaires, le SMIC, les retraites, les indemnités de chômage.**

L'argent public venant d'impôts prélevés selon des règles proportionnelles à la richesse réelle doit servir à investir dans de vraies politiques écologiques de transports en commun, de fret ferroviaire pour remplacer les camions pollueurs ; mais aussi de santé publique avec des contraintes imposées aux constructeurs de véhicules, par exemple pour supprimer le diesel cancérigène au lieu de s'attaquer au porte-monnaie et de pousser la population au rejet des progrès écologiques.

**Toutes ces propositions, la droite et l'extrême droite, qui appellent à manifester le 17 novembre, n'en parlent pas.**

## **Nous ne serons pas aux côtés des droites et de l'extrême-droite !**

Une alternative politique globale est donc plus nécessaire que jamais. Mais pour y parvenir, il ne faut pas compter sur les appels à manifester le 17 novembre venant de la droite et de l'extrême-droite, de Marine Le Pen à Dupont-Aignan et à des groupes authentiquement fascistes, avec leurs réseaux haineux opposés à la solidarité et à la justice sociale. Pour eux la colère n'est qu'un prétexte aux mots d'ordre racistes et antisémites.

**Le mouvement Ensemble ! ne manifesterà pas à leurs côtés, tout comme l'ont décidé plusieurs syndicats. Une totale indépendance d'action s'impose face aux forces fascisantes qui veulent récupérer la colère populaire.**

Nous proposons à toutes les forces de gauche, écologistes, ainsi qu'aux forces syndicales, de s'associer pour proposer et agir : pour une réforme fiscale dans la justice, faire payer Total et les plus riches, augmenter les salaires, défendre une politique écologique du transport.

**Ensemble ! 44,  
mouvement pour une alternative  
de gauche, écologiste et solidaire**



## **Alarme pour le climat ! #Il est encore temps ! Rassemblement samedi 8 décembre 14h à 17h, Miroir d'eau à Nantes (devant le Château)**

**Ensemble ! se réjouit de la montée en puissance des mobilisations citoyennes pour le climat, relaie et soutient l'appel à sonner l'alarme le 8 décembre prochain à Nantes.**

"Après le succès des marches du 8 septembre et du 13 octobre, nous appelons à une mobilisation internationale pendant les prochaines négociations climatiques mondiales, la COP24. (du 3 au 14 décembre à Katowice, Pologne)

**Soyons nombreuses et nombreux dans les rues partout le 8 décembre, pour rappeler l'urgence d'agir !**

« Aujourd'hui, nous n'avons plus le luxe d'attendre. Le réchauffement climatique se conjugue au présent partout dans le monde et les catastrophes climatiques se multiplient en faisant d'ores et déjà de nombreuses victimes, souvent les plus exclu·e·s d'entre nous. Les expert·e·s du GIEC ont rappelé la gravité de la situation, mais qu'il est encore temps de limiter le réchauffement à 1,5°C. Selon eux, cet objectif n'est « pas impossible » mais « demande des changements sans précédent » et « des réductions d'émissions drastiques dans tous les secteurs ».

Du 3 au 14 décembre prochains, les chefs d'Etat et de gouvernement se rassembleront en Pologne lors de la COP24 pour décider ou non de nouveaux engagements climatiques. Mais il reste toujours un énorme fossé entre leurs discours et leurs actes : les engagements pris lors de l'Accord de Paris, même s'ils étaient respectés, emmènent toujours vers une trajectoire de +3°C.

C'est à nous toutes et tous de nous réveiller par millions pour combler ce fossé, pour enfin placer la transition écologique et solidaire au coeur de toutes les décisions pour notre avenir et celui de la planète. L'inaction climatique est un choix politique. Le nôtre, c'est que tous les choix présents et futurs respectent l'impératif des +1,5°C.

Alors, le 8 décembre 2018, retrouvons nous dans les rues, sur les places de nos villes et de nos villages partout dans le monde pour faire entendre nos réveils, nos cloches, nos sonneries de téléphone et tout ce qui permettra de sonner l'alarme climatique.

Faisons résonner cette alarme sur l'ensemble du globe pour que nulle part ne puisse subsister le moindre doute sur la responsabilité de nos décideurs et l'urgence d'agir. Faisons en sorte que l'ampleur de cette alarme provoque un réveil sans précédent de nos sociétés et enclencher un mouvement irrésistible pour protéger nos droits et ceux de la planète ».